

Canadair Limitée—Loi

Durant des jours, des semaines et des mois, les députés conservateurs n'ont fait que s'opposer systématiquement à la création de Petro-Canada. Comme c'est le cas aujourd'hui pour de Havilland et Canadair, ils ont fait des pieds et des mains pour s'opposer à la participation de l'État à l'industrie pétrolière. Puis, ayant remporté les élections, ils ont voulu privatiser et les Canadiens s'y sont opposés. Ils ont réagi en élisant un nouveau gouvernement et un plus grand nombre de néo-démocrates de l'Ouest. A cette occasion, nous avons enlevé des sièges aux conservateurs en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et au Manitoba. Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) a alors été élu député de son parti au fédéral pour la première fois. Ces résultats étaient attribuables notamment à la position adoptée par le parti conservateur au sujet de Petro-Canada.

Les députés du parti conservateur se sont rendu compte qu'ils avaient tort de tenter de privatiser Petro-Canada, tout comme ils se rendront bientôt compte, je l'espère, qu'ils ont tort de chercher à privatiser certaines autres grandes sociétés d'État. Au début du printemps de 1980, l'ancien chef du parti conservateur, alors chef de l'opposition, a annoncé que son parti avait changé d'idée au sujet de Petro-Canada. Les conservateurs ne chercheraient plus à privatiser Petro-Canada et maintiendraient son statut de société d'État canadienne.

M. Della Noce: C'est faux. Il ne sait pas de quoi il parle.

[Français]

M. Nystrom: Je vois le député de Montréal qui n'est pas du tout d'accord avec moi, mais si, comme je l'espère, ce député consultait les dossiers de la Chambre, le harsard, il trouverait un discours de M. Clark qui était chef de l'Opposition à ce moment-là et qui a dit que le parti conservateur avait changé d'avis et qu'il voulait que Petro-Canada demeure une société nationale. Et maintenant, en tant que gouvernement, madame la Présidente, le gouvernement conservateur a acheté Gulf, et Petro-Canada est maintenant plus grande que jamais sous un gouvernement conservateur qui est maintenant d'accord sur le fait que nous avons une société nationale, Petro-Canada...

[Traduction]

... qui est naturellement une compagnie pétrolière nationalisée.

Voilà l'histoire de la privatisation sous la direction du parti conservateur. C'est aussi l'histoire de la réaction des Canadiens à la nationalisation au Canada. Les Canadiens sont très fiers d'un grand nombre de leurs institutions nationales et ils comprennent le besoin qui s'est fait sentir de combiner l'entreprise privée, la coopérative et la régie publique.

Avant de me rasseoir, madame la Présidente, je veux dire encore quelques mots sur le principe de la privatisation. Je le ferai en tant que député de la Saskatchewan. J'ai remarqué que le député d'Assiniboia (M. Gustafson) était présent il y a quelques instants. S'il est encore à la Chambre, il voudra peut-être plus tard commenter mes observations.

Je viens de la Saskatchewan, province qui a probablement plus d'entreprises de propriété publique et de sociétés d'État que n'importe quelle autre au Canada. Un grand nombre de

ces sociétés d'État ont été créées dans les années 40, lorsque Tommy Douglas était premier ministre de la province. Notre parti a été au pouvoir pendant 20 ans. En 1964, lorsque nous avons été battus, le premier ministre libéral, Ross Thatcher, a conservé la plupart de ces grandes sociétés d'État. Il en a privatisé quelques-unes, mais il a conservé les plus importantes. Allan Blakeney a été ensuite premier ministre pendant 11 ans. A cette époque-là, on a assisté une fois de plus à l'essor des sociétés d'État en Saskatchewan. Actuellement sous la direction de Grant Devine, premier ministre conservateur de la Saskatchewan, les principales sociétés d'État ont été conservées, ce qui montre une fois de plus que le parti conservateur reconnaît le rôle très important que les sociétés d'État ont appelées à jouer au Canada.

En Saskatchewan, il y a des services publics qui sont assurés par des sociétés d'État comme la Saskatchewan Power Corporation, la Saskatchewan Telecommunication et la Saskatchewan Transportation Company. En outre, il y a de nombreuses sociétés d'État au rôle économique très important, dont la Saskatchewan Mining and Development Corporation et l'une des plus imposantes sociétés d'État, la Potash Corporation of Saskatchewan. Aucune de ces sociétés n'a été privatisée par le gouvernement archiconservateur de M. Grant Devine.

Je soutiens que l'opinion favorise pleinement le maintien de sociétés d'État très fortes. Des sociétés comme Canadair devraient demeurer dans le domaine public et on n'aurait pas dû vendre la société de Havilland à Boeing. En fait, ces sociétés devraient être de propriété publique. Je crois que le secteur public a un rôle très important à jouer dans notre société.

M. Della Noce: Votez libéral.

[Français]

M. Nystrom: Je ne suis pas du tout un libéral, je suis un sociodémocrate, madame la Présidente. Le député de Montréal—Est était un libéral, pas moi, et, si je ne m'abuse, il a été actif dans le parti libéral pendant longtemps.

M. Della Noce: J'invoque le Règlement, madame la Présidente.

La présidente suppléante (Mme Champagne): L'honorable député de Duvernay (M. Della Noce) sur un rappel au Règlement.

M. Della Noce: Madame la Présidente, je crois que mon collègue n'a pas fait exprès, c'est probablement par ignorance qu'il induit la Chambre en erreur car je n'ai jamais appartenu à aucun parti politique, qu'il soit libéral ou autre, avant mon élection de 1984.

La présidente suppléante (Mme Champagne): L'honorable député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) a la parole.

M. Nystrom: Je vous remercie, madame la Présidente. J'accepte l'explication du député de Montréal—Est. Il s'agit peut-être d'un autre député conservateur, je m'en excuse. Peut-être que le député n'était pas actif avec un parti politique, il s'en est peut-être tenu à une grande admiration pour M. Trudeau, je ne sais pas.